

Suicide au travail : France

mercredi 1er octobre 2008, par [Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 25 septembre 2008).

Un salarié se suicide à Dreux

* *Rouge n° 2267, 25/09/2008 (Au jour le jour).*

Eric Bouchet, 45 ans, père de trois enfants, s'est donné la mort, vendredi 19 septembre, à la suite de l'annonce, la veille, par l'administrateur et la direction de l'entreprise Klarius (pots d'échappement), de la liquidation judiciaire du site, situé dans la zone industrielle nord de Dreux (Eure-et-Loir).

Éric avait débuté sa carrière professionnelle dans cette zone à 16 ans. À Rosi d'abord, puis chez Arvin, et enfin, à Klarius, dont la faillite frauduleuse, bien orchestrée, laisse sur le carreau des hommes et des femmes comme lui. « *C'est ce qui peut nous arriver de pire, la mort d'un collègue, qui vient de perdre son travail* », hurle un copain. « *Éric, c'était un type bien, gentil, très calme.* » On ne pourra nier que l'annonce de son licenciement et la fermeture de l'usine ont poussé Éric à commettre l'irréparable. La lettre qu'il a laissée est claire à ce sujet.

Rien n'est mis en œuvre afin d'aider les salariés licenciés, et les cellules de reclassements les harcèlent individuellement pour les pousser à reprendre, à n'importe quel salaire, un emploi très souvent précaire. Le député-maire UMP de Dreux, Gérard Hamel, n'a jamais levé le petit doigt pour répondre aux préoccupations des 310 salariés de Klarius. Ils devront se contenter de 3000 euros d'indemnité et d'une cellule inefficace de reclassement. Tout comme il est resté indifférent à la colère des 279 salariés contestant, pendant plus de sept semaines, leurs licenciements chez Philips EGP.

Peugeot-Mulhouse

* *Paru dans Rouge n° 2241, 28/02/2008.*

Un sixième salarié de Peugeot-Mulhouse a tenté de mettre fin à ses jours, le mardi 19 février. L'information s'est faite via la liste « Résistance sociale et solidarité », soutenue par la LCR. Ce salarié, handicapé, a absorbé du détergent de nettoyage industriel. La direction de PSA, comme cela avait été révélé au printemps, fait la chasse aux arrêts de travail. Selon les candidats de la liste, on a obligé le salarié à signer un papier s'engageant à ne plus être absent pour maladie.

La direction dément en protestant. Mais pourquoi refuse-t-elle une étude indépendante sur les conditions de travail et leurs effets sur la santé, réalisée par la Cnam et des médecins du travail extérieurs à l'usine, proposition faite par la CGT depuis longtemps ?

Les suicides sur le lieu de travail s'étendent maintenant à des entreprises comme La Poste, EDF, mais aussi à France Télécom.

Deux salariés de La Poste viennent de se donner la mort, dont un cadre accusant directement les

méthodes de management impulsées par le siège central : « *Je vous écris cette lettre pour vous dire que mon suicide est en totalité dû à La Poste* » (lettre au PDG Jean-Paul Bailly). La pression est devenue folle : « *On reçoit des gens en larmes* », explique la CGT. « *8 000 postes de chefs d'établissement sur 12500 ont été supprimés* », ajoute SUD, expliquant que certains ex-cadres se retrouvent aujourd'hui « au guichet ».

Dans les banques, même scénario. Un gestionnaire d'opérations financières de HSBC s'est donné la mort en décembre à la Défense, la veille de son départ en retraite.